

REGLES DE COTISATION A L'AMAFI POUR 2019

Figurent ci-dessous les règles de cotisation arrêtées par le Conseil de l'Association pour l'année 2019 et applicables à chacune des trois catégories d'adhérents reconnues par les statuts que sont les Adhérents directs, les Adhérents associés et les Adhérents correspondants. Ces règles sont inchangées par rapport à celles fixées précédemment pour 2018 sous deux réserves :

- Le taux d'appel applicable aux Adhérents directs dont la cotisation est assise sur le PNB est fixé à 95 %, au lieu de 99 % en 2018 (*v. infra A.1.5.*) ;
- Les règles particulières applicables aux Adhérents directs agréés exclusivement pour exercer une activité de transmission d'ordres dont le PNB n'excède pas 7.500 K€ sont étendues à celles qui, sous la même condition de PNB, exercent exclusivement ou également une activité de conseil en investissement (*v. infra A.2.5.*) ;

A. – ADHERENTS DIRECTS

Les règles de calcul de la cotisation applicables aux Adhérents directs comprennent :

- Des règles applicables généralement (1.) ;
- Des règles particulières pour les entreprises nouvellement créées, certains adhérents qui peuvent être soumis à cotisation forfaitaire, les « tables d'intermédiation », les associations professionnelles, les entreprises disposant du seul agrément de « transmetteur d'ordres » dont le PNB n'excède pas **7.500 K€** et les Teneurs de compte d'épargne salariale entrant dans le cadre de la procédure d'adhésion mise en place conjointement avec l'AFG (2.).

1. – Cas général

La cotisation de chaque entreprise est composée d'une part fixe et d'une part variable, calculées en fonction du PNB (ou du chiffre d'affaires pour les entreprises n'appliquant pas la comptabilité bancaire).

$$\text{Cotisation} = (\text{taux d'appel} * (\text{part fixe} + \text{part variable})) \geq \text{plancher}$$

1.1. – Part fixe

La part fixe est calculée dans les conditions suivantes :

Pour un PNB	inférieur ou égal à	10 M€	3.265 €
	inférieur ou égal à	50 M€	8.636 €
	inférieur ou égal à	100 M€	13.900 €
	supérieur à	100 M€	19.270 €

1.2. – Part variable

La part variable est calculée en fonction des tranches de PNB suivantes :

Tranche 1 :	0	à	10.000.000 €	=	0,09718 %
Tranche 2 :	10.000.001	à	50.000.000 €	=	0,08812 %
Tranche 3 :	50.000.001	à	100.000.000 €	=	0,05770 %
Tranche 4 :	100.000.001	à	200.000.000 €	=	0,02937 %
Tranche 5 :	supérieure	à	200.000.000 €	=	0,00852 %

Cas des groupes

Le Conseil peut décider que deux ou plusieurs Adhérents directs forment un groupe au sens des présentes règles. A cet effet, il examine particulièrement le fait qu'existe entre ces adhérents, directement ou indirectement, un lien de capital supérieur ou égal à 66,7 % ou une unité effective de direction.

Le Conseil peut également décider que la part variable de la cotisation des Adhérents directs formant un groupe est calculée dans les conditions suivantes :

- Calcul d'une part variable théorique à partir des PNB consolidés des entreprises concernées ;
- Répartition de cette part variable théorique entre chaque entreprise concernée au prorata de son PNB propre dans le total des PNB pris en compte.

1.3. – PNB servant de base de calcul

Le PNB pris en considération pour le calcul de la part fixe et de la part variable de la cotisation est constitué par la moyenne arithmétique des PNB au 31 décembre des années 2015, 2016 et 2017.

Toutefois, lorsqu'il n'existe pas de PNB disponible pour :

- 2015 : seuls les PNB 2016 et 2017 sont pris en considération ;
- 2015 et 2016 : seul le PNB 2017 est pris en considération ;
- 2015, 2016 et 2017 : le PNB établi au 31 décembre 2018 est pris en considération.

Cas des fusions

Lorsqu'une entreprise résulte de la fusion de 2 ou plusieurs entreprises qui, jusqu'alors, adhéraient séparément à l'Association, le PNB pris en compte est celui des entreprises fusionnées.

Les opérations de rapprochement complexes sont traitées au cas par cas, selon le même principe, sous le contrôle du Conseil.

Cas des entreprises cotisant également à une autre association membre de l'AFECEI

La cotisation est calculée à partir du PNB correspondant aux seules activités de services d'investissement sur la base des éléments déclarés par l'entreprise.

1.4. – Plancher

La cotisation minimale est fixée à **5.960 €**.

Toutefois, lorsque ce montant représente plus de 1% du PNB, la cotisation minimale est alors ramenée à **2.985 €**.

1.5. – Taux d’appel

Le taux d’appel est fixé à **95 %**.

1.6. – Plafond

Aucun Adhèrent direct ou groupe d’Adhérents directs ne peut avoir une cotisation supérieure à **200.000 €**. Dans le cas d’un groupe d’Adhérents directs, la cotisation due par chacun est réduite au prorata de sa part dans la cotisation totale calculée avant application du plafond.

2. – Cas particulier

2.1. – Entreprises nouvellement créées

Les entreprises nouvellement créées qui sont agréées en 2019, et dont la création ne résulte pas de la fusion d’entreprises adhérentes, ont une cotisation forfaitairement fixée à **1.600 €**.

2.2. – Entreprises pouvant bénéficier d’une cotisation forfaitaire

Sur décision du Conseil, les entreprises pouvant prétendre à une adhésion en qualité d’Adhèrent associé peuvent être reçues en qualité d’Adhèrent direct avec une cotisation forfaitairement fixée à **68.000 €**.

2.3. – Entreprises reconnues comme « tables d’intermédiation »

Les « tables d’intermédiation » sont les Adhérents directs qui, répondant aux conditions définies par la doctrine administrative pour la mise en œuvre de la taxe sur les transactions financières (BOI-TCA-FIN-10-30-20140801 § 10, remarque 2), ont été reconnus en tant que telles par décision du Conseil.

Elles bénéficient d’une réduction de 30 % de leur cotisation calculée selon les principes fixés au 1. Lorsqu’elles font partie d’un groupe d’Adhérents directs, la réduction de 30 % est calculée avant application, le cas échéant, du plafond.

2.4. – Associations professionnelles

Leur cotisation est fixée individuellement par le Conseil.

2.5. – Entreprises agréées exclusivement pour exercer une activité de transmission d’ordres et / ou de conseil en investissement dont le PNB n’excède pas 7.500 K€

Les entreprises agréées seulement pour le service de réception-transmission d’ordres et / ou le conseil en investissement ainsi que, le cas échéant pour celui de gestion de portefeuille, voient leur cotisation fixée dans les conditions suivantes :

PNB	Cotisation
< ou = 750 K€	2.020 €
> 750 et < ou = 7.500 K€	5.585 €

Ces règles ne sont toutefois pas applicables aux entreprises faisant partie d’un groupe lorsque la règle générale, compte tenu des modalités applicables aux groupes, conduit, pour le groupe, à un montant de cotisation inférieur à celui résultant du présent paragraphe.

2.6. – Entreprises d'investissement teneurs de compte d'épargne salariale adhérent conjointement à l'AMAFI et à l'AFG

Leur cotisation est fixée à **670 €**.

B. – ADHERENTS ASSOCIES

La cotisation des Adhérents associés est fixée à **14.300 €**.

Cette cotisation peut être portée à **37.500 €**, sur décision du Conseil prise au regard du poids relatif dans les activités de marché que représente un Adhérent associé donné et de l'intérêt que présente pour lui les actions de l'AMAFI.

C. – ADHERENTS CORRESPONDANTS

La cotisation des Adhérents correspondants est fixée à **5.840 €**.

Toutefois :

- Pour les Adhérents correspondants qui n'ont pas un statut de prestataire de services d'investissement, d'entreprise de marché, de chambre de compensation, de dépositaire central ou de gestionnaire de système de règlement-livraison, la cotisation est fixée à **5.000 €** ;
- Pour les Adhérents correspondant social, la cotisation est fixée à **2.500 €**.

D. – ADHESION EN COURS D'ANNEE

Tout nouvel Adhérent demandant son adhésion à partir du 1^{er} juillet se voit appliquer une cotisation réduite de moitié par rapport aux principes ci-dessus.

E. – PERTE DE LA QUALITE D'ADHERENT EN COURS D'ANNEE

Toute cotisation appelée au titre de l'année de référence est due et acquise à l'Association. Aucune cotisation n'est remboursable, ni partiellement, ni en totalité quelles qu'en soient les raisons, et notamment en cas de démission, radiation, retrait d'agrément, fusion/absorption, dissolution.